

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2017

CONTACT

0 805 160 011
gratuit depuis un poste fixe en France métropolitaine

AIDES – Tour Essor
14 rue Scandicci
93508 Pantin cedex

www.aides.org
www.seronet.info
facebook.com/aides
Twitter : @assoAIDES

REMERCIEMENTS

AIDES remercie tout particulièrement ses donateurs-rices, les entreprises, les personnalités, et les pouvoirs publics qui nous ont soutenus en 2017. Nous remercions également toutes les associations partenaires qui œuvrent avec nous dans cette lutte. Merci à tous-tes les militants-es de AIDES, volontaires, salariés-es, personnes accueillies et leurs proches !

DON EN CONFIANCE

AIDES est labellisée « don en confiance » par le Comité de la Charte. À ce titre, elle respecte les règles de la Charte sur le don en confiance en matière de transparence financière et de bonne gestion des dons.



Directeur de la publication
Aurélien Beaucamp

Coordination
Direction communication collecte

Rédaction
Charmaine da Costa Soares, Antoine Henry, Claude Thomas

Relecture
Marc Dixneuf, Nathalie Gautier

Coordination technique
Audrey Musto

Maquette
Michelines
(Line Célo & Clémence Michon)

Imprimeur
Art et Caractère

Crédits photos
Cyril Marcilhacy, Patricia Martinez, Pierre Morel, Cécile Septet, Kasia Strek

Nombre d'exemplaires
2 100

Juillet 2018



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017



SOMMAIRE

LEXIQUE

ACT
Appartement de coordination thérapeutique

AFD
Agence française de développement

CAARUD
Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers-es de drogues

CCP
Certificat complémentaire de protection

CEGIDD
Centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic

HSH
Homme ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes

PREP
Prophylaxie pré-exposition (traitement en préventif)

PVVH
Personne vivant avec un virus de l'hépatite

PVVHC
Personne vivant avec le virus de l'hépatite C

PVVIH
Personne vivant avec le VIH

TROD
Test rapide d'orientation diagnostique

VHC
Virus de l'hépatite C

VIH
Virus de l'immunodéficience

ÉDITO



En 2017, la mobilisation des militants et militantes de AIDES dans la lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales n'aura pas faibli, bien au contraire !
Année électorale oblige, nous nous sommes très largement mobilisés-es et exprimés-es dans l'espace public pour réaffirmer la nécessité absolue de maintenir la pression dans tous les domaines de la lutte, en France comme ailleurs, pour atteindre l'objectif ultime de mettre fin au sida en 2030 !
Malgré de nombreuses avancées et succès à nouveau obtenus cette année, la route est encore longue et trop souvent semée d'obstacles, mais notre détermination à agir et notre conviction qu'un monde sans sida est possible restent intactes. C'est ce qui nous a permis tout au long de l'année de continuer à prévenir, accompagner, informer, innover, mobiliser, lutter contre les discriminations et transformer la société.

Côté prévention, nous avons maintenu notre activité de dépistage à haut niveau en proposant pour la première fois des tests rapides de l'hépatite C, en distribuant des autotests VIH sur nos actions et en réalisant près de 33 000 tests rapides du VIH. Le déploiement de la Prep (traitement préventif pour les populations vulnérables au VIH) a également été au cœur de notre activité de prévention cette année mais aussi de notre combat sur le prix des médicaments et leurs versions génériques. Combat gagné !

En matière de défense des droits et de lutte contre les discriminations, l'association a publié pour la troisième année consécutive son rapport annuel sur les discriminations en France, intensifié son projet Droits humains en Afrique et dans les Caraïbes et obtenu la fin d'une discrimination vieille de 30 ans qui privait les personnes séropositives de soins funéraires.
Et parce que les besoins des personnes concernées évoluent aussi avec les avancées des traitements et les nouveaux outils de prévention, AIDES a continué en 2017 à initier de nouveaux programmes de recherche comme « Prévenir » ou « Outsider » pour adapter ses réponses et les transformer en actions.
Enfin, avec Coalition PLUS, AIDES est toujours très investie dans la lutte mondiale contre le VIH et les hépatites. Cela permet par exemple d'initier la Prep en Afrique de l'Ouest, de renforcer les capacités de plaidoyer des membres et, avec la création de la plateforme Amérique Caraïbes, de renforcer son action dans cette partie du monde.

Fier de toute cette mobilisation et de ces succès 2017, je tenais aussi à remercier vivement tous nos partenaires publics et privés et bien sûr tous nos donateurs et donatrices sans qui rien ne serait possible. MERCI !

Nous savons aujourd'hui qu'il est possible de mettre fin aux épidémies de VIH et d'hépatites, nous avons en main les solutions techniques et scientifiques pour prévenir ou traiter ici et partout dans le monde ! Ce n'est donc plus qu'une question de volonté politique et de moyens financiers, alors n'attendons plus. Ensemble finissons-en avec ces fléaux !

Aurélien Beaucamp
Président de AIDES

AIDES, UN ENGAGEMENT À 360° POUR LUTTER CONTRE LE VIH ET LES HÉPATITES



Fondée en 1984 par le sociologue Daniel Defert, l'association AIDES est la première association de lutte contre le sida et les hépatites en France, tant du point de vue historique que pour son engagement en termes d'information, de prévention, de dépistage, de combat contre les discriminations… Reconnue d'utilité publique et labellisée « don en confiance » par le Comité de la Charte, AIDES est également une des plus importantes associations de lutte contre le sida en Europe.
La réduction des nouvelles contaminations, l'accompagnement vers le soin des personnes touchées, la défense de leurs droits et leur prise en compte dans le système de santé sont autant d'actions que mènent quotidiennement nos 2 000 militants-es.
AIDES est présidée par Aurélien Beaucamp depuis 2015 et dirigée par Marc Dixneuf.

NOTRE PHILOSOPHIE

- **Agir AVEC plutôt que POUR** — nous impliquons dans nos actions les personnes concernées par le VIH ou les hépatites, nous recueillons leurs besoins et construisons avec elles les réponses adaptées.
- **Promouvoir une approche globale de la santé** — nous nous attaquons à tous les facteurs de vulnérabilité qui entravent l'accès aux soins et à la prévention, tels que les discriminations, la précarité sociale, financière ou affective, les politiques répressives contraires aux intérêts de santé publique, les inégalités de santé et d'accès aux droits, les stigmatisations, etc.
- **Transformer la société** — en luttant pour les droits des personnes séropositives, en bousculant les représentations, en faisant évoluer le contexte politique, social et thérapeutique, nous militons pour une société plus égalitaire, plus juste, plus protectrice pour les personnes vulnérables.

NOS VALEURS

Indépendance politique et idéologique

Respect de l'identité de chacun-e

Confidentialité

Non-jugement des choix et des modes de vie

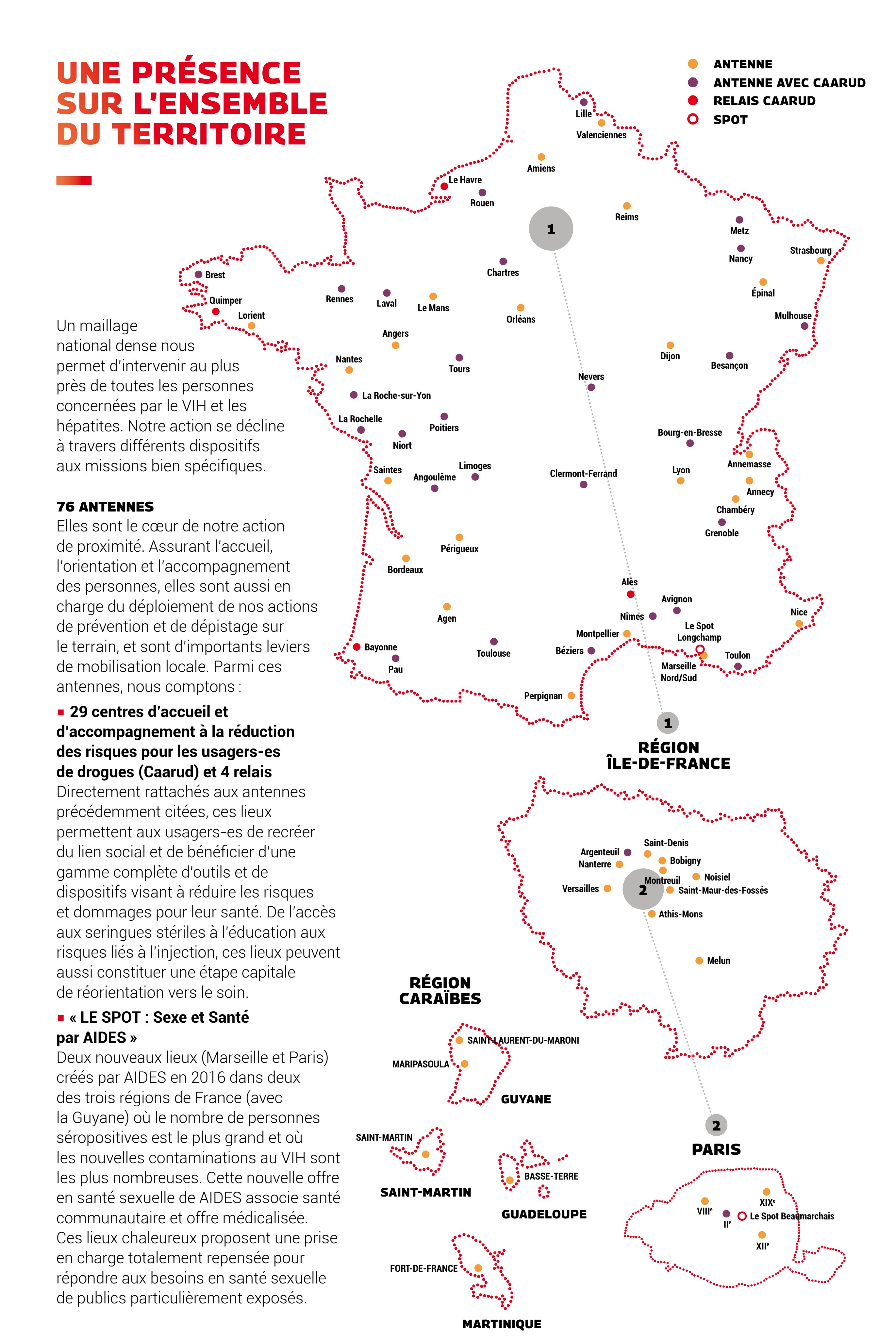
NOTRE MODE D'INTERVENTION

Nous accueillons les publics dans nos locaux, nous allons également à leur rencontre dans des lieux de vie (quartiers, bars, commerces, etc.) et nous investissons le web et les réseaux sociaux qui permettent une approche ultra-ciblée.

NOS ACTIONS

- **L'information et la prévention** — nous sensibilisons le public sur les modes de transmission à travers des campagnes de communication, en éditant des guides et des revues et en distribuant du matériel de prévention. Nous informons également sur les nouveaux moyens de prévention dont la Prep (prophylaxie pré-exposition).
- **Le dépistage à résultat rapide du VIH et du virus de l'hépatite C** — réalisé par les militants-es dans nos locaux ou hors les murs, il constitue un pas décisif vers le soin.
- **Le soutien des personnes séropositives** — nous organisons des groupes de parole, des moments de convivialité, nous mettons en œuvre un accompagnement thérapeutique, juridique et administratif.
- **L'innovation et la recherche** — nous initions des programmes de recherche communautaire, des études, des observatoires afin d'évaluer et de proposer de nouvelles méthodes d'intervention et de nouveaux outils.
- **La défense des droits** — nous nous engageons dans la lutte contre les discriminations et pour l'accès aux soins, au travail, au logement, mais également pour que les personnes soient représentées dans les instances de démocratie sanitaire, et nous proposons des amendements législatifs.

UNE PRÉSENCE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE



Un maillage national dense nous permet d'intervenir au plus près de toutes les personnes concernées par le VIH et les hépatites. Notre action se décline à travers différents dispositifs aux missions bien spécifiques.

76 ANTENNES

Elles sont le cœur de notre action de proximité. Assurant l'accueil, l'orientation et l'accompagnement des personnes, elles sont aussi en charge du déploiement de nos actions de prévention et de dépistage sur le terrain, et sont d'importants leviers de mobilisation locale. Parmi ces antennes, nous comptons :

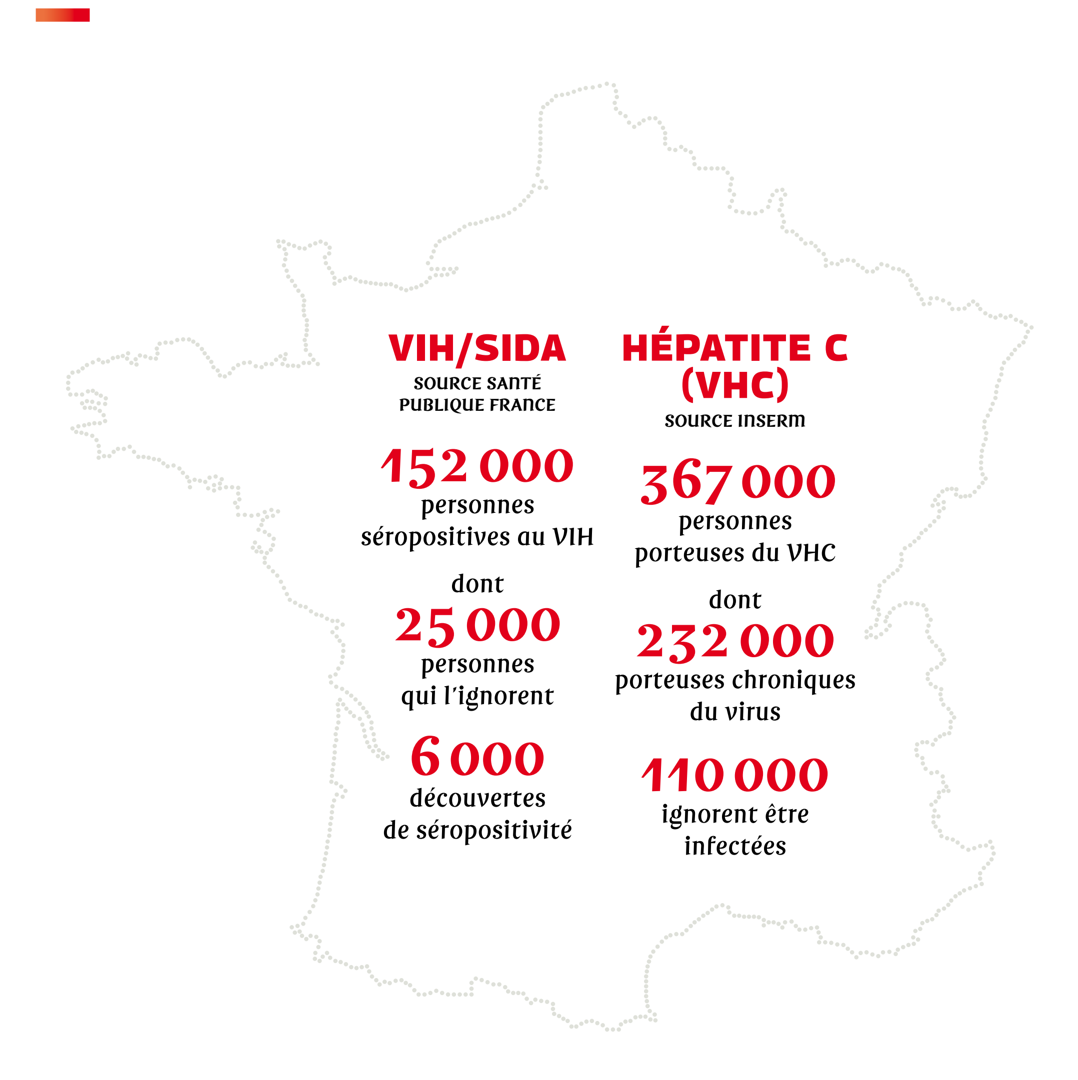
- **29 centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers-es de drogues (Caarud) et 4 relais**

Directement rattachés aux antennes précédemment citées, ces lieux permettent aux usagers-es de recréer du lien social et de bénéficier d'une gamme complète d'outils et de dispositifs visant à réduire les risques et dommages pour leur santé. De l'accès aux seringues stériles à l'éducation aux risques liés à l'injection, ces lieux peuvent aussi constituer une étape capitale de réorientation vers le soin.

- **« LE SPOT : Sexe et Santé par AIDES »**

Deux nouveaux lieux (Marseille et Paris) créés par AIDES en 2016 dans deux des trois régions de France (avec la Guyane) où le nombre de personnes séropositives est le plus grand et où les nouvelles contaminations au VIH sont les plus nombreuses. Cette nouvelle offre en santé sexuelle de AIDES associe santé communautaire et offre médicalisée. Ces lieux chaleureux proposent une prise en charge totalement repensée pour répondre aux besoins en santé sexuelle de publics particulièrement exposés.

VIH ET HÉPATITE C : ÉTAT DES LIEUX EN FRANCE



LA CONDITION POUR ÉRADIQUER L'ÉPIDÉMIE DE VIH : LA STRATÉGIE 90-90-90

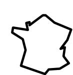
90 %
des personnes vivant avec le VIH doivent connaître leur statut sérologique

90 %
d'entre elles doivent recevoir un traitement anti-VIH

90 %
d'entre elles doivent avoir une charge virale indétectable

Aujourd'hui, grâce aux traitements anti-VIH et à un suivi médical régulier, les personnes séropositives ne transmettent plus le virus. Elles ont ce qu'on appelle une charge virale indétectable, c'est-à-dire une quantité de virus dans l'organisme tellement faible qu'il ne peut plus être transmis. Cette vérité scientifique est la base de la stratégie 90-90-90 posée comme étant LA condition pour éradiquer l'épidémie de VIH à l'échelle mondiale : si 90 % des personnes vivant avec le VIH dans le monde étaient diagnostiquées, si 90 % d'entre elles étaient sous traitement et si 90 % d'entre elles étaient en charge virale indétectable, l'épidémie pourrait être éradiquée en quelques années.
En France, alors que nous sommes en mesure de répondre aux deux derniers objectifs, il nous reste d'importants efforts à faire en matière de diagnostic, donc de dépistage.

AIDES EN ACTIONS ET EN CHIFFRES


76
antennes en France métropolitaine et dans les départements français d'Amérique

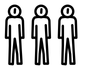

2000
militants-es

dont


480
salariés-es

160 000
donateurs et donatrices

LES PERSONNES RENCONTRÉES

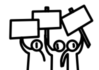

389 375
personnes dont


91 708
femmes

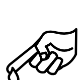

293 439
hommes


4 228
personnes trans

NOS ACTIONS

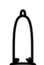

28 977
actions

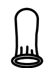

32 720
dépistages rapides du VIH


4 676
dépistages rapides du VHC


47 224
entretiens individuels

LE MATÉRIEL DISTRIBUÉ


906 869
préservatifs externes


65 653
préservatifs internes


2 120 566
seringues stériles


506 936
gels lubrifiants

LA FORMATION CONTINUE INTERNE

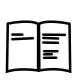

42
sessions de formation

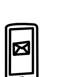

691
militants-es formés-es

LES PERSONNES QUI NOUS SUIVENT


57 900
fans sur Facebook


175 000
followers sur Twitter


8 970
abonnés-es à la revue *Remaides*


20 246
abonnés-es à Seronet


739 609
visites sur aides.org

Le site *Aides.org* fait peau neuve

Afin de mieux répondre au besoin d'information et aux attentes du grand public, nous avons lancé en janvier 2017 une toute nouvelle version de notre site *www.aides.org*, plus ergonomique, plus pratique et mieux adaptée aux nouveaux modes d'utilisation des internautes.
En termes de contenu, nous proposons une information claire et accessible sur le VIH, les hépatites, les différents moyens de prévention et les solutions thérapeutiques existantes. Cette refonte contribue à faire de AIDES une véritable référence en matière de ressources et d'information sur le VIH et les hépatites. Elle s'accompagne d'une animation éditoriale plus soutenue et davantage en phase avec l'actualité et les thématiques de l'association.
Cette stratégie a été payante puisque le nombre de visites sur le site a augmenté de 20 % par rapport à 2016. Le nombre de pages vues a lui bondi de 36 %. L'évolution de la notoriété de AIDES sur la toile a, elle aussi, bien progressé : + 20 % entre 2016 et 2017.

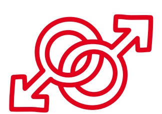


MOBILISER ET ACCOMPAGNER LES PUBLICS LES PLUS VULNÉRABLES

Le VIH et les hépatites concernent tout le monde. Cependant, les données épidémiologiques montrent que certains groupes de population sont davantage exposés que d'autres. En cause, la précarité, l'exclusion, l'éloignement des systèmes de soins, les discriminations ou encore les stigmatisations. Autant de facteurs qui parfois se cumulent et accroissent de façon considérable leur vulnérabilité.
Ces publics appelés « populations clés » concentrent la majeure partie de nos actions. Ils ou elles sont migrants-es, usagers-es de drogues, détenus-es, travailleurs-ses du sexe, personnes trans, habitants-es des départements français d'Amérique, femmes ou encore hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH).
L'ensemble des données présentées ici sont issues de notre outil interne de recueil de données, qui permet de suivre et d'évaluer notre activité au niveau national auprès de chacun de ces publics.

CONTACT
Échange bref avec une personne, plus court qu'un entretien.

ENTRETIEN
Échange approfondi permettant d'aborder des éléments précis de la vie de la personne (sa santé, sa sexualité, sa consommation de produits, etc.).



LES HOMMES AYANT DES RELATIONS SEXUELLES AVEC D'AUTRES HOMMES (HSH) REPRÉSENTENT


20 % des actions


104 386 contacts


10 356 dépistages VIH dont

1,1 % positifs


15 997 entretiens individuels dont


8 % entretiens réalisés en virtuel (applications, sites Internet, etc.)



LES PERSONNES NÉES À L'ÉTRANGER REPRÉSENTENT


8 % des actions dont

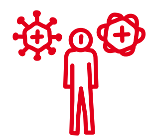

84 % réalisées sur les lieux de vie


67 789 contacts


11 900 dépistages VIH dont

0,6 % positifs

40 % des personnes migrantes reçues en entretien déclarent être en situation de précarité

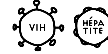


LES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH OU UNE HÉPATITE (PVVIH/PVVH) REPRÉSENTENT


8 % des actions


11 723 contacts


Parmi les PVVIH et PVVH rencontrées en entretien



5 % sont coïnfectées (VIH + hépatite)

39 % sont en situation de précarité

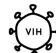


LES TRAVAILLEURS-SES DU SEXE REPRÉSENTENT


4 % des actions dont


72 % sur le lieu de travail


11 631 contacts



1 747 dépistages VIH dont

1,8 % positifs

70 % des personnes rencontrées en entretien sont en situation de précarité



LES PERSONNES TRANS REPRÉSENTENT


0,2 %
de nos actions

4 228
contacts
(dont 719 rencontrés lors d'actions les ciblant spécifiquement)

222
dépistages VIH dont

4,5 %
positifs

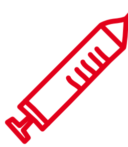
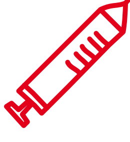

Parmi les personnes trans rencontrées en entretien individuel



54 %
sont des travailleuses du sexe

41 %
sont en situation de précarité


58 %
sont nées à l'étranger

LES PERSONNES USAGÈRES DE DROGUES REPRÉSENTENT


35 %
des actions

89 300
contacts

4 700
dépistages dont


0,85 %
positifs au VIH et

6,6 %
positifs au VHC

Parmi les usagers-es de drogues dans nos Caarud

63 %
sont en situation de précarité



PRINCIPAUX PRODUITS CONSOMMÉS
la cocaïne (62 %)
le cannabis (53 %)
l'héroïne (40 %)
et l'alcool (48 %)



LES PERSONNES INCARCÉRÉES REPRÉSENTENT


2 %
des actions


3 034
contacts


631
dépistages VIH dont

0,5 %
positifs


Parmi les détenus-es rencontrés-es en entretien

6 %
sont séropositifs-ves au VHC

60 %
consomment des produits



LES FEMMES REPRÉSENTENT


1 %
des actions



91 708
contacts
(dont 1 017 rencontrés lors d'actions les ciblant spécifiquement)

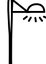

8 596
dépistages VIH dont

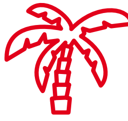
0,5 %
positifs


Parmi les femmes reçues en entretien

31 %
sont en situation de précarité


48 %
sont nées à l'étranger, dont la majorité dans un pays d'Afrique subsaharienne



17 %
sont des travailleuses du sexe




LES PERSONNES VIVANT DANS LES DÉPARTEMENTS FRANÇAIS D'AMÉRIQUE REPRÉSENTENT

GUYANE


7 870
contacts


1 797
dépistages VIH dont

0,5 %
positifs

MARTINIQUE

4 248
contacts

887
dépistages VIH dont

0,3 %
positifs

GUADELOUPE/ SAINT-MARTIN

6 131
contacts


841
dépistages VIH dont

0,4 %
positifs

LES TEMPS FORTS DE 2017

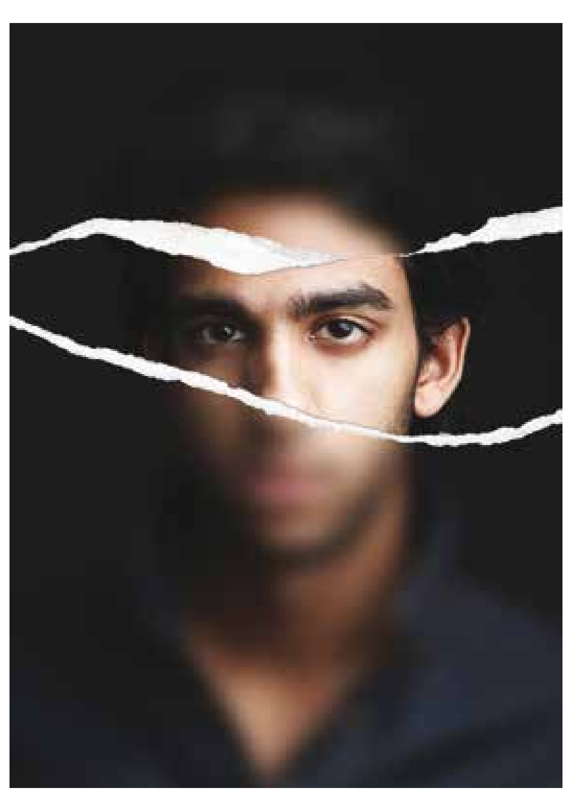
L'année 2017 a été marquée à la fois par une intense mobilisation de AIDES pour la défense des droits et par de nombreuses actions de plaidoyer, avec de belles victoires à la clé!

AIDES EN CAMPAGNE POUR METTRE FIN AU VIH/SIDA



C'est une véritable campagne que AIDES a mené pendant l'élection présidentielle. L'association a développé à cette occasion un programme en 17 points, intitulé #REVEndiquons2017, « pour une société plus juste, plus inclusive et plus égalitaire ». Cette plateforme de revendications, véritable feuille de route politique, ne se contente pas de dresser l'inventaire des mesures indispensables pour faire reculer l'épidémie de sida et des hépatites. Elle est aussi un véritable manifeste pour une transformation en profondeur de la société. Des actions publiques sont venues compléter ce dispositif afin de mettre l'accent sur nos thématiques prioritaires : la « kermesse des médicaments » à Paris a permis de dénoncer les pratiques abusives de l'industrie pharmaceutique et leurs conséquences sur l'accès aux traitements et à l'innovation thérapeutique. L'ouverture éphémère de La Droguerie à Marseille a, quant à elle, permis de mettre en relief l'échec de l'approche répressive en matière de politique des drogues (cf. chapitre sur la défense des droits, p. 26).

LE RAPPORT DE AIDES CONTRE LES DISCRIMINATIONS



Pour changer les représentations, venir à bout des préjugés et faire évoluer aussi bien le droit que les pratiques, il est indispensable de continuer à communiquer largement sur l'état de l'épidémie de VIH, les modes de transmission, les avancées thérapeutiques et les outils de prévention et de dénoncer les discriminations dont sont victimes les personnes porteuses du virus. C'est pourquoi AIDES publie un rapport annuel contre les discriminations qui constitue un appel à la mobilisation et à convertir le savoir en actions (cf. p. 28 pour plus d'informations sur ce rapport).

LA LEVÉE DE L'INTERDICTION DES SOINS FUNÉRAIRES

Dix ans de discussions et de plaidoyer associatif ont été nécessaires pour mettre fin à une discrimination à la fois symbolique et insupportable : l'interdiction des « soins funéraires » pour les défunts-es porteurs-ses du VIH ou d'une hépatite. En effet, depuis 1986, les personnes séropositives ne pouvaient bénéficier, à leur mort, de soins de conservation des corps. Une discrimination jusque dans la mort, et une violence terrible pour les personnes concernées et leurs proches. AIDES

s'est impliquée tout au long de l'élaboration du nouveau cadre réglementaire de la thanatopraxie, qui a conduit à la publication, en juillet 2017, de l'arrêté de levée de l'interdiction, avec une mise en application effective au 1er janvier 2018. Cette victoire n'a malheureusement pas été épargnée ni par les dérapages sérophobes ni par la diffusion de contre-vérités scientifiques par un syndicat professionnel minoritaire, qui nous contraint à la plus grande vigilance quant à la bonne application de cette loi.

« FEMMES EN ACTION » : LES MILITANTES SE MOBILISENT !



Organisées par AIDES dans la continuité de « Femmes séropositives en action » (2011), les rencontres « Femmes en action » (du 9 au 12 décembre 2017) avaient pour objectif d'élargir la mobilisation à l'ensemble des femmes concernées : celles vivant avec le VIH ou une hépatite virale, les travailleuses du sexe, les femmes africaines, ou caribéennes, les femmes trans, les consommatrices de produits psychoactifs… Représentant toutes les communautés, 75 femmes venues de toute la France (outre-mer compris) se sont retrouvées le temps d'un long week-end pour construire ensemble des réponses aux problématiques qui leur sont propres. Les nombreux ateliers mis en place leur ont permis de produire collectivement des recommandations, des témoignages, une fresque retraçant l'histoire de la mobilisation des femmes contre le sida, des petits films, des affiches… (cf. p. 19 pour plus d'informations sur ces rencontres).

LA PREP ENFIN DISPONIBLE EN GÉNÉRIQUE !

La lutte pour la mise sur le marché du générique du Truvada® (cf. le chapitre sur la prévention, p. 16) s'inscrit dans notre mobilisation générale pour l'accès aux innovations thérapeutiques. Le



laboratoire Gilead détenait le monopole sur ce traitement, utilisé à la fois en curatif et en préventif (Prep), via un brevet sur le Truvada® déposé en 1997. Celui-ci devait donc tomber dans le domaine public en 2017, ouvrant la voie à la fabrication de génériques beaucoup moins chers. Mais Gilead disposait d'un certificat complémentaire de protection (CCP), lui offrant une extension de ce brevet pour trois ans supplémentaires.
Considérant cette extension de monopole comme indue et infondée, AIDES s'est alors mobilisée, notamment en consultant des experts-es de la propriété intellectuelle, en investiguant auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) pour identifier les critères d'attribution du CCP et en mettant en œuvre une campagne de dénonciation médiatique sur ce sujet. Deux laboratoires – Mylan et Biogaran –, qui malgré le CCP s'étaient lancés dans la fabrication du générique, ont été assignés par Gilead en justice. Celui-ci a été débouté par le tribunal de grande instance de Paris qui s'est également prononcé sur la nullité du CCP. Grâce à la mobilisation des associations, Gilead a donc fini par renoncer à son extension de brevet. Une belle victoire pour la santé et les finances publiques !

IAS 2017 : UNE CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE… À LA TONALITÉ TRÈS POLITIQUE

À l'occasion de la conférence scientifique internationale sur le sida IAS 2017 qui a eu lieu à Paris (du 23 au 26 juillet 2017), AIDES a dénoncé par voie de presse l'absence remarquée du président de la République et la perte de leadership de la France dans le combat mondial contre le sida. Bilan, un écho médiatique considérable et une rencontre organisée à la hâte entre le président de AIDES et le président de la République, à la demande expresse de ce dernier. Un plaidoyer au long cours qui a porté ses fruits, puisque l'Élysée a finalement accepté d'accueillir la Conférence de reconstitution du Fonds mondial en France en 2019. Le combat continue !

SENSIBILISER ET PRÉVENIR POUR STOPPER LES NOUVELLES CONTAMINATIONS

Plus que jamais, la prévention s'impose comme un rouage essentiel de la lutte contre le VIH et le VHC. Qu'il s'agisse de faciliter l'accès aux outils de prévention, de créer les meilleures conditions d'un dépistage efficace, de déployer le plus largement la prophylaxie pré-exposition (Prep) ou de réaliser des campagnes nationales de sensibilisation, AIDES est en première ligne du combat pour tenter d'enrayer la transmission du virus du sida. En 2016, 6000 personnes en France ont découvert leur séropositivité. La prévention reste donc au cœur des stratégies visant à mettre fin à l'épidémie de sida. Dans ce contexte, chaque jour sur le terrain, les militants-es de AIDES distribuent du matériel de prévention (préservatifs, gel, autotests VIH, seringues stériles, etc.), réalisent des tests de dépistage, informent sur les modes de transmission, les pratiques à risques et les différents moyens de les réduire.

LE DÉPISTAGE, UN OUTIL DE PRÉVENTION INCONTOURNABLE

L'un des enjeux du dépistage du VIH et du VHC est de réduire le délai entre l'infection et son diagnostic pour mettre la personne infectée sous traitement le plus tôt possible. On préserve ainsi sa santé tout en freinant la transmission du virus. Dans le cas du VIH, une personne qui suit bien son traitement ne peut plus transmettre le virus au bout de quelques semaines. Dans le cas du VHC, les traitements aujourd'hui disponibles offrent des taux de guérison de plus de 90 % en moins de six semaines.

Un des premiers leviers contre la transmission du VIH est donc d'accroître le dépistage en ciblant particulièrement les populations les plus à risques, dites populations clés : les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH), les personnes migrantes, les usagers-es de drogues, les travailleurs-ses du sexe et les trans.

32 720 tests rapides VIH réalisés en 2017

0,6 % des tests se sont révélés positifs

68 % des tests rapides ont été réalisés hors les murs

16 % des personnes ayant eu un résultat VIH positif n'avaient jamais fait de test auparavant

La prévalence[1] du VIH reste toujours très forte chez les HSH, lesquels constituent la population la plus exposée : ils représentaient 44 % des contaminations diagnostiquées en 2016 en France. Et parmi celles-ci, 18 % ont été découvertes à un stade considéré comme tardif. D'où la nécessité d'inciter cette population à se faire dépister tous les trois mois, comme le préconise la Haute Autorité de santé.

Dans ce contexte, nous menons, tout au long de l'année, des entretiens de prévention et de réduction des risques assortis d'une offre de test rapide (ou Trod) du VIH et du VHC.

LE TROD VIH

En 2017, près de 33 000 tests de dépistage du VIH ont été réalisés par nos militants-es : 73 % de ces tests concernaient des hommes, 26 % des femmes et 1 % des personnes trans, dont 0,6 % d'entre eux-elles ont révélé un résultat positif. Ce taux de découverte de séropositivité, bien plus élevé que celui des Cegidd[2] ou des laboratoires de ville, est le fruit d'une politique de dépistage efficace, basée sur le ciblage des populations vulnérables — HSH (31 %), personnes migrantes (29 %) et travailleurs-ses du sexe (5 %) — et la démarche du « aller vers ». Plus de 68 % de nos tests sont en effet réalisés hors les murs, c'est-à-dire sur les lieux de vie et de sociabilité des personnes : rues, foyers, bars, commerces, gares RER, etc.

[1] Nombre de personnes atteintes rapporté à la population générale

[2] Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic

LE TROD VHC

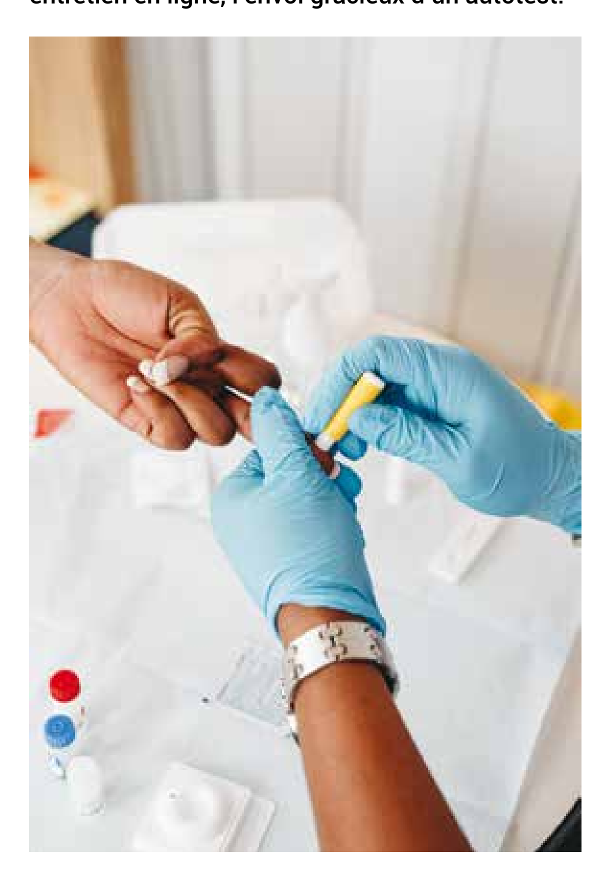
Autorisée pour la première année à réaliser des tests rapides de l'hépatite C, AIDES a pratiqué 4 676 Trod VHC en 2017 (75 % d'hommes, 24 % de femmes et 1 % de personnes trans).

Parmi eux, 144 se sont révélés positifs, soit un taux de découverte de 3,08 %. À noter que 93,5 % des Trod VHC ont été effectués en même temps qu'un Trod VIH.

L'AUTOTEST VIH

C'est également en 2017 que nous avons commencé à proposer, au cours de nos actions de prévention, des autotests VIH gratuits. Nos interventions sur les sites Internet et les applications de rencontre nous permettent d'entrer en contact avec des personnes en situation de vulnérabilité face au VIH à qui nous proposons, suite à un entretien en ligne, l'envoi gracieux d'un autotest.

1 199 autotests distribués



LA PREP, ANNÉE 2 : PROMOUVOIR ET ACCOMPAGNER CETTE RÉVOLUTION EN PRÉVENTION

La prophylaxie pré-exposition, ou Prep, est une stratégie récente de prévention du VIH. Elle s'adresse aux personnes qui ont des difficultés à utiliser le préservatif et dont le risque de contracter le VIH est élevé. La Prep est un traitement préventif qui empêche le virus du sida de pénétrer dans l'organisme. Composé de deux molécules antirétrovirales, il protège les personnes séronégatives de l'infection. Couplée au dépistage et au préservatif, la Prep a un rôle décisif à jouer pour enrayer la transmission du VIH. C'est pourquoi nous nous sommes fortement investis-es pour informer sur ce nouvel outil et accompagner son déploiement.

7 000 personnes ont bénéficié de la Prep en 2017

2017 : LA PREP EN GÉNÉRIQUE !

L'année a été marquée par la mise sur le marché, en juillet, de versions génériques de la Prep (auparavant connue sous la dénomination Truvada®). Une victoire pour les associations et les « prepeurs-ses », obtenue après un long combat mené contre le laboratoire Gilead, détenteur de l'exclusivité de ce médicament (pour plus de détails, cf. le chapitre sur la défense des droits, p. 26). C'est un véritable enjeu de santé publique, puisque cette victoire permet au plus grand nombre d'avoir accès à la Prep et de faire ainsi baisser durablement le nombre de nouvelles contaminations au VIH. Autre paramètre et non des moindres : l'arrivée des génériques a permis de réduire de plus de 60 % le coût de ce traitement préventif. Une victoire pour les associations et les usagers-es, une victoire aussi pour les finances publiques et notre système de santé solidaire.

L'ACCOMPAGNEMENT PREP, UN SAVOIR-FAIRE MILITANT

Nous avons mené des entretiens d'accompagnement Prep avec 2 479 personnes, un chiffre en nette augmentation par rapport à 2016 (+350 %). Il existe deux modes d'administration de la Prep : soit en continu, à raison d'un comprimé par jour, soit de manière intermittente au cours d'une période d'activité sexuelle. Ces temps d'information et d'échange – qui permettent d'aborder la vie sexuelle, la réduction des risques, la consommation de produits – viennent en complément du suivi médical et sont reconnus tant par les experts-es que par les soignants-es. AIDES a d'ailleurs remporté le « Trophée Patients AP-HP 2017 », dans la catégorie « Information auprès des usagers ».

PREP'DIAL, LE PLUS IMPORTANT GROUPE FRANCOPHONE SUR LA PREP

Prep'Dial est un groupe d'entraide et d'auto-support sur Facebook, lancé par les militants-es de AIDES fin 2015. C'est un espace de partage d'information sur les actualités de la Prep où les « prepeurs-ses » peuvent parler librement de leurs pratiques et de leur expérience du traitement préventif, et demander des conseils sur les effets indésirables, les interactions, etc. Ce groupe est particulièrement actif et fréquenté : il comptait plus de 8 000 membres fin 2017, dont 4 219 étaient actifs (*vs* 2 809 en 2016). Les échanges, très nombreux, sont en nette augmentation par rapport à 2016 : 2 360 publications (*vs* 1 624), 39 249 commentaires (*vs* 21 999), 36 472 réactions (*vs* 27 984) et 572 partages (*vs* 213). Pour maintenir un climat conforme à l'éthique de l'association, la modération est assurée par des militants-es de AIDES issus-es de toute la France.

LE CHEMSEX

Le « chemsex » (contraction entre « *chemical* » et « *sex* ») est le fait d'associer relations sexuelles et consommation de produits psychoactifs. Avec l'avènement des applications de rencontre et l'accessibilité des nouvelles drogues de synthèse sur Internet, cette pratique a connu un développement constant ces dix dernières années, notamment parmi les publics HSH. Les cas de surdose sont de plus en plus nombreux et le partage de matériel d'injection contribue à la propagation du VIH et du VHC. C'est pourquoi AIDES s'implique fortement depuis plusieurs années sur ce sujet.
En 2017 par exemple, 5,5 % des HSH déclaraient en entretien individuel pratiquer le chemsex, dont 1,5 % le slam (consommation par voie injectable). Pour faire face au phénomène, nous avons mis en place en 2017 :

- des groupes de parole entre pairs, parfois co-ani-

més avec un-e professionnel-e (addictologue, sexologue, etc.) dans 15 lieux de mobilisation ;

- des week-ends Chemsex regroupant une quinzaine de personnes, afin de leur permettre d'aborder sereinement et sans jugement les questions liées à la gestion de la consommation, aux produits, à la réduction des risques, etc. ;
- une palette d'outils de réduction des risques (seringues stériles, préservatifs, matériel de prévention) ainsi que des dispositifs comme l'accompagnement à l'injection, l'analyse de produits, des entretiens individuels sur la gestion de la consommation, etc. ;
- des actions de prévention et de sensibilisation à l'attention des « chemsexeurs-ses », avec distribution de matériel de réduction des risques, dans les bars, clubs et même dans certains lieux privés.

« URGENCE CHEMSEX », UN CYBER-DISPOSITIF FACE À L'ISOLEMENT

Face au danger que peuvent représenter l'isolement et la désocialisation pour certains-es consommateurs-rices, nous avons réfléchi à des réponses immédiates. Puisque la plupart des « chemsexeurs-ses » commandent leurs produits et rencontrent leurs partenaires sur le web, nous avons conçu une offre de prévention et de prise en charge à distance. Le cyber-dispositif, appelé « Urgence chemsex », comprend notamment une page Facebook (1 100 membres), et un numéro WhatsApp, garantissant la confidentialité aux utilisateurs-rices.

RÉDUIRE LES RISQUES ET LES DOMMAGES LIÉS À L'INJECTION : LE DISPOSITIF AERLI

Depuis plus deux ans, AIDES propose aux usagers-es de drogues par injection des séances d'accompagnement et d'éducation aux risques liés à l'injection (Aerli). Ces interventions sont menées par des pairs éducateurs-rices, des infirmiers-es ou des travailleurs-ses sociaux-les qui ont tous-tes suivi une formation spécifique. Ils-elles n'agissent pas à la place des personnes, mais observent leurs gestes et leurs pratiques, le matériel qu'elles utilisent, les conditions d'hygiène, puis les conseillent, les informent, leur expliquent comment améliorer leurs pratiques afin de limiter les risques.

LA CAMPAGNE « DONNEZ L'AMOUR, RIEN QUE DE L'AMOUR ! »

Plus de 6 000 nouvelles découvertes de séropositivité surviennent encore chaque année en France. Bien que tous les outils existent pour mettre fin à l'épidémie, le VIH reste un problème majeur de santé publique en France et dans le monde. Quant aux personnes qui vivent avec le virus, elles sont encore trop souvent victimes de rejet et de discriminations.

Pour combattre les préjugés et continuer à mobiliser la société contre l'épidémie, AIDES a lancé le 1er décembre 2017, Journée mondiale de lutte contre le sida, une grande campagne de sensibilisation, qui a été diffusée sur les réseaux sociaux, par voie de presse et d'affichage.



ACCOMPAGNER LES PUBLICS ET RENFORCER LEUR CAPACITÉ À PRENDRE SOIN DE LEUR SANTÉ

—

Un des principes fondateurs de AIDES, l'accompagnement communautaire par des pairs, a démontré ses bienfaits sur la santé des personnes touchées par le VIH et les hépatites. Cette démarche, qui favorise leur entrée et leur maintien dans un parcours de soin sur le long terme, est complémentaire de la prévention. Être à l'écoute de leurs besoins, leur proposer des solutions adaptées, renforcer leur autonomie sont indispensables pour les maintenir dans le soin. Mais il est également primordial qu'elles se mobilisent et deviennent actrices de la lutte menée collectivement contre le VIH et les hépatites.

Lutter efficacement contre le sida, c'est aussi mobiliser les communautés concernées et les accompagner pour une meilleure prise en charge de leur santé. En 2017, les rencontres «Femmes en action», ont misé sur la créativité et la prise de parole collective pour renforcer la capacité des femmes à faire entendre leurs besoins spécifiques et leurs revendications. Les témoignages recueillis au cours de la Journée nationale de la Disance (6 octobre) ont libéré la parole des personnes séropositives pour changer le regard que la société porte sur elles. En dispensant des informations de qualité, en publiant des contributions d'internautes, la plate-forme *Seronet.info* crée du lien social et permet une appropriation des connaissances thérapeutiques.

«FEMMES EN ACTION» : FACE AUX VULNÉRABILITÉS, LE COLLECTIF EST UNE FORCE !

Au début de l'épidémie de sida, la vulnérabilité particulière des femmes a été ignorée. Sous-représentées dans les campagnes de prévention ciblées comme dans les essais cliniques, leurs besoins et problématiques spécifiques ont longtemps été ignorés. Les femmes représentent pourtant 30 % des nouvelles contaminations au VIH chaque année, leur mobilisation est donc un maillon essentiel dans la stratégie de fin de l'épidémie. Pour AIDES, il est absolument nécessaire qu'elles puissent prendre la parole, se mobiliser et lutter contre toutes les inégalités, sociales, culturelles, légales, auxquelles elles font face et qui font le lit de l'épidémie.
Présentes à AIDES dès sa création, les femmes ont occupé une place de plus en plus importante à mesure que la féminisation de l'épidémie de VIH/sida prenait de l'ampleur. Du jeudi 9 au dimanche 12 novembre, 75 femmes du réseau AIDES se sont réunies sur la Côte d'Opale pour les rencontres « Femmes en action ». Objectif : optimiser leurs capacités individuelles et collectives à faire entendre leurs revendications pour une meilleure prise en charge de leurs besoins et de leur santé.
Il s'agissait donc d'élargir la mobilisation à l'ensemble des femmes concernées, d'accroître leur visibilité, de susciter l'envie de s'engager dans le combat collectif.



Des militantes venues de toute la France (outre-mer compris), de tout âge, de toutes classes sociales et de toutes origines se sont donc retrouvées pour trois jours de travaux et d'ateliers collectifs. Des femmes vivant avec le VIH ou une hépatite virale, mais aussi des femmes appartenant aux publics les plus vulnérables à l'épidémie : des travailleuses du sexe, des femmes originaires des Caraïbes ou d'Afrique subsaharienne, des consommatrices de produits psychoactifs, des femmes trans… Au programme, des ateliers de renforcement des capacités, mais aussi de création de projets artistiques ainsi que des temps collectifs dédiés au bien-être et à l'estime de soi.

LA JOURNÉE DE LA DISANCE : LIBÉRER LA PAROLE

La Journée de la Disance (en opposition à la « médisance ») est née de la mobilisation, en septembre 2011, de femmes porteuses du VIH qui voulaient dénoncer les discriminations qu'elles subissent. Chaque 6 octobre depuis 2012, AIDES organise donc la Journée de la Disance et invite femmes et hommes vivant avec le VIH à profiter de cette journée pour témoigner, de façon originale, sur leur quotidien, leurs parcours, leur

rapport au corps, au virus, à la vie et aux autres. Ces témoignages permettent de déconstruire les préjugés, de lutter contre les stigmatisations pour enfin changer le regard de la société sur le VIH et les personnes qui vivent avec.
Évidemment, la disance n'est pas une injonction à dire sa séropositivité, chacune et chacun doit se sentir libre d'en parler ou non.
En 2017, huit personnes ont pu partager avec les internautes un bout de leur histoire, toujours juste, souvent poignante. L'intégralité de ces témoignages ont été publiés sur *aides.org* et les réseaux sociaux de AIDES.

LA DISANCE POUR FAIRE TAIRE L'IGNORANCE



Les préjugés ont la vie dure. Aujourd'hui encore, dire sa séropositivité, c'est s'exposer au jugement, à l'incompréhension, au rejet ou aux regards parfois misérabilistes. Ce contexte stigmatisant, ces représentations éculées et anachroniques, que le public porte encore sur les personnes séropositives, sont autant de freins à une lutte contre le sida efficace. Soulever la chape de plomb qui pèse le VIH/sida est un combat quotidien pour :

- lever les freins au dépistage et à la peur du résultat ;
- favoriser l'accès à une prise en charge adaptée en cas de résultat positif ;
- promouvoir sans tabou la réduction des risques et conduire chacun-e à choisir les meilleurs outils de prévention avec son/sa partenaire.

Comme l'a dit Camille dans son témoignage sur *aides.org* : « Être "séropo", c'est avoir un truc en plus dans les veines. Pas un truc en moins. Il faut (…) en parler, rassurer, informer, pour enfin faire taire l'ignorance. »
Oui, vivre avec le VIH, c'est vivre avant tout.

SERONET.INFO, UN VECTEUR DE LIEN SOCIAL

Créé et animé par AIDES, *Seronet.info* est le premier site francophone d'échanges entre personnes séropositives. Il vise à informer les « séronautes » sur les innovations thérapeutiques, les changements législatifs et réglementaires les concernant, mais aussi à créer du lien social et affectif et à leur offrir un espace d'expression libre et bienveillant.
Ses principaux objectifs sont de :

- libérer la parole, améliorer la qualité de vie et l'estime de soi des personnes concernées ;
- améliorer l'accompagnement médico-social ainsi que la prise en charge thérapeutique ;
- aborder les problématiques de santé sous l'angle social et sociétal ;
- répondre aux nombreuses questions que se posent les personnes vivant avec le VIH, notamment celles liées au vieillissement.

Grâce aux informations qu'il dispense, aux contributions des internautes, *Seronet.info* concourt à l'amélioration de la qualité de vie des personnes séropositives et séro-concernées par le VIH/sida et les hépatites.

2 014 935
pages vues

650 962
utilisateurs-rices

20 246
personnes inscrites sur les forums de discussion

UNE INFORMATION DE RÉFÉRENCE

Ce site est aussi un observatoire pertinent qui permet le recueil des données pour une meilleure connaissance des attentes et des besoins des personnes séropositives au VIH/sida et/ou aux hépatites. Il constitue le relais des alertes sur des sujets aussi divers que les vaccinations, les pics épidémiologiques locaux pour les infections sexuellement transmissibles, les interactions médicamenteuses à éviter avec l'arrivée de nouvelles molécules sur le marché, etc.



En 2017, 188 articles et 1 039 brèves sont venus nourrir le fil d'informations quotidiennes sur le VIH, les hépatites, les infections sexuellement transmissibles et la santé sexuelle, auxquels s'est ajoutée la couverture de conférences scientifiques et communautaires.

DROGUES : SOUTENIR PLUTÔT QUE PUNIR

Pour la cinquième édition de la Journée internationale « Support. Don't punish » (« Soutenir plutôt que punir »), le réseau AIDES s'est fortement mobilisé dans le but d'amender les politiques sur les drogues et passer enfin du tout répressif à une approche pragmatique favorisant à la fois les droits de chacun-e et la santé publique. Depuis 30 ans, nous appelons en effet à une réforme en profondeur de la politique des drogues, pour sortir de l'hypocrisie. Il est temps que l'évidence scientifique et la santé des usagers-es priment enfin sur l'approche idéologique, pathologisante et répressive, qui a largement démontré son inefficacité.

En 2017, AIDES a donc imaginé, avec ses partenaires associatifs Asud et Techno +, une action originale… et très remarquée. À travers l'ouverture éphémère de la Droguerie à Marseille ou du Drug Store à Paris, nos militants-es ont proposé au public une immersion dans un monde où les drogues sont légalisées, leur qualité contrôlée. Un monde où les consommateurs-rices ne sont plus considérés-es au mieux comme des malades, au pire comme des délinquants-es. Ces lieux de vente factices ont d'abord été pensés comme des espaces d'échange et d'information. Les visiteurs-ses ont pu appréhender une autre politique des drogues, basée sur la prévention et l'information éclairée des consommateurs-rices.

Au delà de produits factices proposés à la vente, le public a ainsi pu participer à des ateliers tels que :

- une démonstration des différents outils de vaporisation pour le chanvre thérapeutique ;
- un atelier d'analyse de substances, pour permettre au-à la consommateur-rice de connaître la composition des produits achetés, et montrer les dangers d'un marché clandestin échappant à tout contrôle ;
- un atelier d'éducation aux risques liés à l'injection ;
- une démonstration d'achat de nouvelles substances psychoactives (NSP) sur le net pour démontrer l'inefficacité de la politique actuelle.

Ces initiatives ont contribué à porter les revendications de AIDES auprès des pouvoirs publics et de l'opinion ; l'abrogation de la loi du 31 décembre 1970[3], la mise en œuvre d'une politique de santé publique ambitieuse, d'un plan de conversion de l'économie souterraine, mais aussi la légalisation des substances illicites, l'accès à l'usage du cannabis thérapeutique ou encore une réelle politique de réduction des risques pour les associations d'usagers-es.

3 Loi n°70-1320 du 31 décembre 1970 relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie, et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses

AGIR EN URGENCE DANS LES DÉPARTEMENTS FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

Comme le montrent les données épidémiologiques disponibles, les départements français d'Amérique restent les territoires français les plus touchés par le VIH. En Guyane, les taux de découverte de séropositivité y sont neuf fois plus élevés que la moyenne nationale. Ils sont deux fois plus élevés en Guadeloupe-Saint-Martin et en Martinique. Qu'il s'agisse d'actions en direction de la population générale ou envers les communautés les plus touchées, ces territoires restent pour AIDES ultra-prioritaires. Nos militants-es, qui en sont issus-es, y mènent un travail remarquable. Prévention, information, accompagnement, lutte contre les discriminations… Le défi est immense, mais notre détermination continue de porter ses fruits.

Dans les Antilles françaises et en Guyane, les problématiques rencontrées sont très diverses et propres à chaque territoire. Pour y répondre, AIDES a construit des actions et des accompagnements spécifiques. Le dénominateur commun : permettre aux populations d'être mieux informées, plus autonomes et mieux outillées pour prendre soin d'elles-mêmes et de leur santé. Actions de prévention et de dépistage jusque dans les territoires les plus isolés, orientation vers le soin, groupes de parole et d'auto-support, appartements de coordination thérapeutique pour les personnes précaires vivant avec le VIH et mobilisation des communautés sont quelques-unes des actions menées pour lutter contre la propagation de l'épidémie du VIH/sida.

GUYANE : INTENSIFIER NOS EFFORTS, ÉTENDRE NOTRE ACTION

AIDES S'INSTALLE À MARIPASOULA : REMONTER LE FLEUVE MARONI POUR FAIRE RECULER L'ÉPIDÉMIE

Avec une prévalence flirtant avec les 1 %, la Guyane reste le département le plus touché par le VIH. Active depuis de nombreuses années à Saint-Laurent-du-Maroni, AIDES a ouvert en 2017 une nouvelle antenne à Maripasoula. Située à 200 km de Saint-Laurent, en amont du fleuve Maroni, Maripasoula couvre un territoire allant jusqu'aux frontières du Suriname et du Brésil. Commune la plus étendue de France, Maripasoula est aussi l'une des plus isolées. Aucune route ne mène à « Maripa », la pirogue y est le principal moyen de déplacement. Le caractère frontalier de ce territoire et la diversité de langues et de cultures viennent compliquer un peu plus l'accès aux droits et aux services de santé les plus élémentaires. En 2016, une mission exploratoire nous avait permis d'évaluer les besoins et la dynamique de l'épidémie dans cette zone reculée. Les résultats furent édifiants : dans la région de Maripasoula, la prévalence du VIH a été évaluée à 2 %. Soit le double de la prévalence moyenne du département, et 18 fois plus que la moyenne nationale ! Autre constat : la population amérindienne Wayana, que l'on pensait jusqu'ici relativement épargnée par l'épidémie, commence à être touchée à son tour. En cause, un accès défaillant et très inégal à l'information, à la prévention, au dépistage et aux soins.

Forte de cet état des lieux, AIDES a fait le choix d'ouvrir début 2017 un lieu de mobilisation à Maripasoula. En quelques mois, plusieurs dizaines de militants-es y ont été formés-es et ont commencé à mettre en place des actions d'information, de prévention, de dépistage et de sensibilisation qui sont depuis régulièrement menées le long de cette partie du fleuve, jusque dans les villages les plus isolés.



AGIR AUPRÈS DES TRAVAILLEUSES DU SEXE ET DES ORPAILLEURS, DES PUBLICS PARTICULIÈREMENT VULNÉRABLES

En raison de sa situation géographique et du contexte socio-économique, le Haut-Maroni constitue un terrain privilégié pour l'orpaillage illégal. De nombreux-ses migrants-es, pour la plupart brésiliens-nes, y travaillent comme *garimpeiros* (chercheurs d'or) sur les camps disséminés dans la forêt. Cette population, qui représente en 2017 un tiers des personnes que nous avons accompagnées lors des consultations VIH à Maripasoula, est très fragile : précarité, faible niveau d'éducation, accès inexistant aux structures de santé et de prévention, sont autant de facteurs qui la rendent particulièrement vulnérable à une contamination au VIH.

Tout comme les bases arrière de ravitaillement, situées au bord du fleuve, les sites d'orpaillage illégal constituent des lieux de forte concentration de travailleuses du sexe. Contraintes d'exercer leur activité dans des conditions sanitaires extrêmement précaires, elles sont, elles aussi, particulièrement exposées au risque de contamination : à titre d'exemple, dans les camps d'orpaillage les plus reculés, un préservatif peut se négocier jusqu'à un demi-gramme d'or (environ 15 € !). Aucune structure côté Suriname ne permettant

à cette population d'accéder aux soins, le centre de santé de Maripasoula est le seul lieu de prise en charge. Nous organisons donc sur les bases arrière de l'orpaillage des actions de dépistage et de distribution de préservatifs, des ateliers d'information (sur le VIH, le dépistage, les modes de transmission, la prévention…), ainsi que des permanences de santé sexuelle et un accompagnement des personnes séropositives dans toutes leurs démarches d'accès à la santé et aux droits.



MARTINIQUE : ÊTRE AU PLUS PRÈS DES POPULATIONS CLÉS

« ALLER-VERS », UN MODE D'INTERVENTION QUI FAIT SES PREUVES

Avec près de 1 000 entretiens individuels de prévention et de dépistage, dont la grande majorité hors les murs, AIDES poursuit sa démarche du « aller vers ». Des partenariats avec la Croix-Rouge et d'autres structures ont également permis d'intensifier notre action auprès des consommateurs-rices de crack, population particulièrement fragilisée. Le nombre de kits crack distribués et de contacts avec les usagers-es est en constante augmentation, du fait de la multiplication des actions spécifiques en direction de ce public : maraudes, interventions dans des squats, permanences en unités mobiles, accueil dans nos locaux, etc. Un accompagnement capital pour aider ces usagers-es à réduire les risques pour leur santé, et pour celles et ceux qui le souhaitent, à entrer dans un parcours de soins.

Takari, un projet d'accompagnement à l'autonomie en santé

Le projet Takari s'est déployé dans la région de Maripasoula tout au long de l'année 2017. D'une durée de cinq ans, il s'adresse aux personnes séropositives qui vivent dans des zones isolées. Objectif : les accompagner, les aider à devenir autonomes afin qu'elles puissent construire des réponses adaptées à leurs besoins en santé. Dans une aire géographique, vaste, isolée, multiculturelle et transnationale, il vise à :

- rapprocher les personnes vivant avec le VIH pour leur permettre d'échanger sur leurs expériences et de renforcer leur estime d'elles-mêmes ;
- leur permettre d'améliorer leur connaissance des traitements et des différentes possibilités de prise en charge ;
- leur permettre de mieux connaître leurs droits et le système de santé, afin d'optimiser leur maintien dans le soin ;
- favoriser l'émergence de pairs éducateurs-rices dans les différentes communautés.

Pour ce faire, les militants-es de AIDES ont noué des partenariats avec les centres délocalisés de prévention et de soins (CDPS) de Maripasoula et de Papaïchton, ainsi qu'avec de nombreuses associations locales communautaires.

Pour l'année 2017, le projet a essentiellement consisté en un accompagnement individuel au long cours de 33 personnes vivant avec le VIH et/ou le VHC. Ces entretiens ont notamment porté sur le suivi médical et thérapeutique, l'accès aux droits, le partage d'expérience et de vécu… Des documents ressources sur les droits et les traitements, ainsi que du matériel de prévention ont également été mis à leur disposition. Enfin, des aides financières ont été ponctuellement attribuées, destinées au paiement de moyens de transport pour garantir leur accès aux soins.

33 PVVIH/PVVHC accompagnées en 2017

54 entretiens individuels menés

97 % des entretiens concernaient la prise de traitement



GUADELOUPE : CRÉER DES ESPACES DE RESSOURCEMENT

LIBÉRER LA PAROLE DES LGBTI[4]

Dans un contexte de fortes discriminations liées à l'orientation sexuelle, AIDES a continué, en 2017, à développer des actions en direction des HSH sur l'ensemble des départements français d'Amérique. En Guadeloupe, les rencontres mensuelles *Gwada Sé Tan Nou… Osi* proposent des débats, des projections de films, des animations ludiques, offrant un espace de parole précieux aux personnes LGBTI. Et chaque dernier dimanche du mois, sur la plage naturiste de Saint-François (fréquentée par des gays, bisexuels, échangistes, etc.), nous avons mis en place une permanence en santé sexuelle, avec une offre de dépistage du VIH, ainsi qu'un apéro-débat.

MIEUX ACCOMPAGNER LES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH

Mis en œuvre en collaboration avec l'équipe « éducation thérapeutique du patient » (ETP), ainsi que le service des maladies infectieuses du CHU et du centre hospitalier de la Basse-Terre, ce programme a pour objectif de créer, en extérieur et hors cadre médical, des espaces d'échanges collectifs pour les personnes vivant avec le VIH. Groupes de parole, activités centrées sur la créativité ou la recherche du bien-être ou la création artistique, ces temps collectifs permettent de rompre l'isolement et d'améliorer la qualité de vie des personnes concernées.

4 LGBTI : lesbiennes, gays, bisexuels-les, trans, intersexe

SAINT-MARTIN : ACCÉLERER LA RIPOSTE

DÉPLOIEMENT DE DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT ET D'ORIENTATION SPÉCIFIQUES

AIDES a poursuivi en 2017 le déploiement de son offre de dépistage, notamment à travers des partenariats avec la partie néerlandaise de l'île (Sint Maarten). Malgré une année bouleversée par les conséquences dramatiques de l'ouragan Irma, les militants-es de AIDES ont maintenu leurs actions en direction des populations les plus fragilisées, en particulier les personnes migrantes. Dans ce petit territoire cohabitent une grande variété de langues et de cultures (Jamaicains-es, Haïtiens-nes, Dominicains-es…), et plus de la moitié de la population est née à l'étranger. En raison de la précarité et des difficultés d'obtention d'un titre de séjour, cette population rencontre de réels problèmes d'accès aux soins. L'association a donc mis en place des dispositifs d'accompagnement et d'orientation spécifiques, et dispose de 12 places d'hébergement en appartement de coordination thérapeutique (ACT). Ce sont aujourd'hui essentiellement des femmes séropositives en situation de grande précarité qui en bénéficient. Nous déployons par ailleurs des actions de prévention et de réduction des risques dans les différents quartiers et lieux de vie communautaires. En 2017, plus de la moitié des dépistages du VIH réalisés par AIDES à Saint-Martin concernaient des personnes migrantes. En parallèle, nous multiplions les interpellations des pouvoirs publics afin que l'égalité d'accès à la santé soit enfin garantie.

DÉFENDRE LES DROITS ET TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ

—

2017 fut une année particulièrement dense en terme de mobilisation et de plaidoyer pour l'association. Des grands rendez-vous électoraux français à la Conférence scientifique sur le sida de Paris, les occasions pour faire entendre nos propositions et plaider pour des changements en profondeur des politiques publiques furent nombreuses. AIDES a su se saisir de ces opportunités et imposer tout au long de l'année dans le débat public ses revendications phares pour une société plus juste et plus égalitaire. Un travail qui a porté ses fruits, avec quelques belles victoires à la clé.

De la campagne #REVEndiquons2017 au rapport annuel contre les discriminations, en passant par la dénonciation des pratiques agressives de certains laboratoires et le combat au long cours pour la hausse des financements internationaux, les militants-es de AIDES n'ont pas ménagé leurs efforts tout au long de l'année pour poursuivre le travail de transformation sociale si chère à l'association.

PRÉSIDENTIELLES : AIDES EN CAMPAGNE

Pendant la campagne de l'élection présidentielle, les militants-es de AIDES ont parcouru la France, allant à la rencontre des citoyens-nes et des élus-es pour présenter nos revendications et les inclure au débat politique. Lancée le 22 mars, cette campagne intitulée #REVEndiquons2017 s'articulait autour de trois thématiques prioritaires :

- l'accès des personnes migrantes et des réfugiés-es aux soins et aux droits ;
- la réforme des mécanismes de fixation des prix des médicaments, et l'accès de tous-tes à l'innovation thérapeutique ;
- la fin des politiques publiques répressives à l'encontre des usagers-es de drogues.

500 000 personnes sensibilisées

57 000 commentaires et partages sur les réseaux sociaux

400 000 tracts diffusés

AIDES a également soumis aux candidats-es de la présidentielle 17 mesures concrètes pour faire reculer l'épidémie de sida et transformer la société. Elles visaient notamment à :

- améliorer l'accès à la santé pour toutes et tous ;
- sanctuariser les droits de chacun-e et à en acquérir d'autres ;
- en finir avec les politiques répressives préjudiciables à la santé publique.

Outre les actions événementielles ciblées telles que la « kermesse des médicaments » à Paris ou la création de l'éphémère Droguerie à Marseille, AIDES a frappé fort avec une action de visibilité : à quelques jours du premier tour, un bus aux couleurs de la campagne #REVEndiquons2017 a sillonné les rues de la capitale, s'arrêtant dans des lieux stratégiques et symboliques afin de sensibiliser les passants-es à notre programme pour une société plus juste, plus inclusive et plus égalitaire.

UNE « ROUE DE LA FORTUNE » POUR DÉNONCER LA DISPARITÉ DES COÛTS DES TRAITEMENTS

C'était l'un des axes forts de la campagne de AIDES : d'un pays à l'autre, en fonction des politiques mises en œuvre face aux laboratoires pharmaceutiques, le prix d'un même médicament peut varier du simple au double, au triple, au centuple… Un exemple parmi d'autres : le traitement contre l'hépatite C coûte 9 600 € par mois en France contre 250 € au Brésil ! En conséquence, de nombreux malades en sont privés. C'est pour dénoncer cette « loterie » que AIDES a organisé, le 6 avril 2017 à Paris, une « kermesse des médicaments », avec une grande roue, sur laquelle figuraient les prix dans chaque pays et qu'un Monsieur Loyal faisait tourner pour permettre au public d'appréhender ces énormes différences.



LA DROGUERIE, À MARSEILLE : LA PRÉVENTION PLUTÔT QUE LA RÉPRESSION

Pour faire entendre leurs revendications, AIDES et ses partenaires (Asud, Bus 31/32, Le Tipi et le Collectif Plus Belle la Nuit) ont créé le 11 avril 2017, à Marseille, un lieu éphémère : La Droguerie. Il s'agissait de proposer en matière d'usage de drogues une politique de prévention et non de répression, laquelle est inefficace en termes de niveau de consommation, met en danger la santé des consommateurs-rices et nuit à leur intégration sociale. L'impact sanitaire désastreux du tout-répressif n'est plus à démontrer : 10 % des usagers-es de drogues par injection vivent aujourd'hui avec le VIH et 64 % avec l'hépatite C. C'est pourquoi les associations organisatrices de cet événement demandaient notamment aux pouvoirs publics d'abroger la loi de 1970, de décriminaliser l'usage de drogues, de développer des espaces de consommation à moindre risque, de faciliter l'accès aux produits de substitution et de généraliser l'accompagnement à l'injection pour réduire les risques de transmission du VIH et des hépatites.

LE RAPPORT « VIH/HÉPATITES, LA FACE CACHÉE DES DISCRIMINATIONS »



31 %

des Français-es trouvent normal que les personnes séropositives soient considérées inaptes à exercer des métiers tels que gendarme, policier, militaire…

21 %

des Français-es se sentiraient encore « mal à l'aise » si « l'un-e des enseignants-es de leur enfant était séropositif-ve ».

Les discriminations, les inégalités, l'entrave à l'accès aux droits et aux soins constituent le lot quotidien des personnes concernées par le VIH et les hépatites. Ce sont autant de facteurs qui les vulnérabilisent et contre lesquels il est nécessaire de mener un véritable combat politique. Forte de son expérience de terrain et de son expertise technique, AIDES a publié en 2017 la troisième édition de son rapport annuel contre les discriminations.

Ce rapport tend à mettre en exergue le florilège de discriminations dont sont victimes les personnes concernées par le VIH et les hépatites. Un phénomène multidimensionnel qui se situe à la croisée de logiques politiques, juridiques et sociales.
L'édition 2017 analyse le caractère systémique de ces discriminations, à partir d'enquêtes menées avec des partenaires associatifs et étayées par de multiples témoignages et exemples.
En ouverture, le rapport présente les résultats d'un sondage d'opinion – réalisé pour AIDES en octobre 2017 par l'Institut CSA et intitulé « De l'ignorance au rejet, la fabrique des discriminations » –, qui mettent en lumière la manière dont la population française appréhende le VIH et les personnes séropositives.

Le rapport 2017 s'est articulé autour de cinq grandes thématiques :

- les restrictions d'accès à l'emprunt pour les personnes vivant avec le VIH ;
- la levée de l'interdiction de soins funéraires pour les défunts-es porteurs-ses du VIH ou d'une hépatite, après dix ans de plaidoyer institutionnel et administratif ;
- les dysfonctionnements croissants dans l'accès au séjour pour les étrangers-es gravement malades ;
- l'approche répressive du travail du sexe et les conséquences sur la vie et la santé des personnes concernées ;
- les obstacles structurels et les inégalités d'accès à la Prep, traitement préventif contre le VIH.

Grâce à une très large couverture médiatique, la publication du rapport et des résultats de ce sondage ont permis de porter la question des discriminations sérophobes dans le débat public, et de faire évoluer le niveau de connaissance de l'opinion publique sur le VIH.

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE SIDA « IAS PARIS 2017 »

L'accueil en juillet à Paris de la conférence scientifique internationale IAS 2017 a constitué une formidable opportunité pour remettre la question du sida sur le devant de la scène, interpeller les différents-es acteurs-rices de la lutte contre le VIH ainsi que nos décideurs-es politiques. Une campagne média, orchestrée par les services plaidoyer et communication de AIDES, a rappelé le risque d'un désengagement de la France dans le combat mondial contre l'épidémie. Bilan : plus de 250 retombées presse en 48 heures et une rencontre entre le président de AIDES et le président de la République, à la demande expresse de ce dernier.
Autre volet de notre plaidoyer lors de cette conférence : la dénonciation des pratiques commerciales agressives du laboratoire Gilead, qui entravent l'accès à certains médicaments essen-

tiels contre le VIH ou l'hépatite C. Cette pression, en termes de médiatisation et de plaidoyer, a joué un rôle non négligeable dans l'abandon par Gilead de son monopole sur le Truvada®, et la commercialisation de versions génériques, trois fois moins chères que la version princeps. Le Truvada® étant à la fois l'antirétroviral le plus prescrit en France et celui utilisé pour la Prep, c'est une victoire notable pour AIDES, pour les citoyens-nes… et pour les finances publiques !

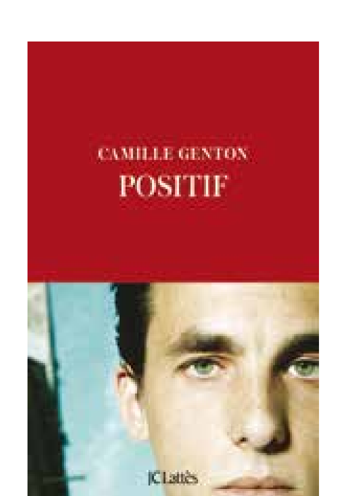
LES FINANCEMENTS INTERNATIONAUX

Pour lutter contre le sida dans le monde, empêcher sa propagation et, à terme, l'éradiquer, la hausse des financements internationaux est primordiale. Si les pays à revenu faible ou intermédiaire prennent en charge, en grande partie, la riposte au VIH, ces financements domestiques restent insuffisants pour atteindre l'objectif d'élimination de l'épidémie. D'où la nécessité de financements internationaux, tels que ceux du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, de l'aide bilatérale de pays comme la France ou encore de l'action d'Unitaid qui centralise l'achat des médicaments pour obtenir les meilleurs prix.

La revendication de AIDES en faveur de financements internationaux accrus se focalise sur la France (deuxième contributeur historique du Fonds mondial, désormais troisième) afin qu'elle reprenne le leadership de la lutte contre le VIH/sida au niveau mondial, tant au niveau politique que financier.

Ainsi, en 2017 et depuis l'élection d'Emmanuel Macron, un intense plaidoyer a été mis en œuvre par AIDES, Coalition PLUS et des associations partenaires de lutte contre le VIH/sida mais aussi de solidarité Internationale, pour que la Conférence de reconstitution du Fonds mondial, qui doit avoir lieu en 2019, soit pour la première fois accueillie en France. Cette conférence, qui déterminera les investissements financiers des pays riches pour la période 2020-2022, sera un moment déterminant pour l'avenir de la lutte. En 2018, suite aux interpellations répétées de AIDES et de ses partenaires, l'Élysée a fini par donner son accord.

LE MANIFESTE DE CAMILLE GENTON POUR DÉNONCER LES DISCRIMINATIONS



Plus de 20 ans après l'arrivée des traitements anti-VIH, grâce auxquels l'espérance de vie des personnes séropositives est désormais similaire à celle de la population générale, l'accès à l'emprunt reste pour elles extrêmement compliqué. Après plusieurs mois de négociations entre les représentants-es des banques et les associations de personnes touchées, comme AIDES, la première « grille de référence » de la convention Aeras (s'assurer et emprunter avec un risque aggravé en santé) relative au VIH est parue en mars 2017. Même si quelques avancées ont été obtenues, celles-ci restent insuffisantes pour garantir une réelle égalité de traitement dans l'accès à l'emprunt.

Ce combat associatif a été médiatisé, en septembre 2017, grâce à la publication de *Positif*, le livre-témoignage de Camille Genton (dont les droits d'auteur sont reversés au fonds de dotation LINK pour AIDES). C'est à 25 ans que ce jeune entrepreneur apprend sa séropositivité et découvre alors, entre autres, le parcours semé d'embûches des personnes vivant avec le VIH, notamment pour contracter des emprunts auprès des banques. Autant de discriminations qu'il dénonce dans le manifeste « Nous sommes tous positif.ve.s » qu'il a lancé avec le soutien de AIDES quelques semaines après la parution de son livre.

INITIER LE CHANGEMENT ET LA RECHERCHE

—

Dans le cas du VIH et des hépatites, la recherche communautaire est issue des besoins des groupes concernés et vise à leur apporter une réponse en associant démarche scientifique et action. Elle a donc un double objectif :
— Un objectif scientifique : contribuer aux progrès et à la production de connaissances en permettant l'accès à de nouvelles informations et à une diversité d'analyses. Il est intéressant de noter que les problématiques des groupes minoritaires sont peu investiguées par la recherche académique et que les savoirs existants à ce propos sont rarement très pertinents.
— Un objectif d'utilité sociale : renforcer les capacités des communautés impliquées, donner des arguments scientifiques et donc solides pour pouvoir transformer la société, c'est-à-dire transformer les résultats de la recherche en action.

Lancées en 2017, les études «Prévenir» et «Outsider» s'adressent à deux publics cibles, particulièrement exposés au VIH et au VHC. La première vise à améliorer l'accès à la Prep pour les personnes séronégatives présentant un risque élevé d'infection par le VIH. La seconde vise à évaluer une offre combinée de réduction des risques auprès des usagers-es de drogues, en particulier les plus isolés-es et précarisés-es. Ces deux programmes de recherche ont pour objectif d'optimiser la prévention et de l'adapter aux besoins de chacune de ces communautés.

L'ÉTUDE «PRÉVENIR» : ÉVALUER L'IMPACT DE LA PREP

Lancée en mai 2017, l'étude « Prévenir » vise à optimiser l'offre de Prep en Île-de-France et à évaluer l'impact de cette stratégie de prévention sur l'épidémie de VIH/sida. AIDES est co-investigatrice de cette recherche conduite en partenariat avec l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP), coordonnée par le Pr Molina (hôpital Saint-Louis) et soutenue par l'Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites virales (ANRS). L'objectif de l'étude est d'inclure 3 000 volontaires – des hommes ayant des relations avec d'autres hommes, mais également des personnes trans et d'autres issues des migrations subsahariennes et caribéennes – dans un protocole Prep d'ici à 2019, et de les suivre jusqu'en 2020. Leur recrutement est effectué dans des centres hospitaliers, des Cegidd et des centres de santé communautaires parisiens tels que le 190 (cf. p. 37) et le Checkpoint.

1 000
participants-es volontaires recrutés-es en 2017



Les participants-es peuvent choisir de prendre la Prep soit en continu (un comprimé par jour), soit « à la demande » au cours d'une période d'activité sexuelle. L'accompagnement personnalisé, proposé par des acteurs-rices communautaires et coordonné par AIDES, est également évalué, tout comme la prévention et la prise en charge des autres infections sexuellement transmissibles.

«OUTSIDER» : UNE PRÉVENTION COMBINÉE

L'étude « Outsider » (*Outreach Safer Injecting Drugs Education Research*), en partenariat avec l'Inserm et qui a démarré en septembre 2017, s'inscrit dans la continuité de l'essai Aerli (cf. p. 17), dont la finalité était d'évaluer une intervention éducative d'accompagnement et d'éducation aux risques liés à l'injection fournie par des pairs éducateurs-rices, des infirmiers-es ou des travailleurs-ses sociaux-les dans certains Caarud en France. À cette différence près que le projet Outsider est mené sur site, c'est-à-dire là où les personnes s'injectent habituellement leurs produits, tels que les lieux communautaires, les squats, les lieux de vie mais aussi dans la rue grâce à l'utilisation d'unités mobiles dédiées à la distribution d'outils de réduction des risques. L'objectif principal est d'évaluer l'impact d'une intervention en prévention combinée dans un contexte hors les murs, associant des séances personnalisées d'Aerli à une information sur la prévention et le traitement du VIH/sida et du VHC.
Un des principaux défis soulevés par ce projet est d'accéder aux populations les plus marginalisées qui ne fréquentent pas ou peu les dispositifs de prévention.

AGIR À L'INTERNATIONAL

L'Europe, l'Afrique et les Caraïbes ont constitué, en 2017, les principaux terrains de l'action internationale de AIDES, qu'elle mène seule ou en partenariat avec d'autres associations, notamment dans le cadre de Coalition PLUS. Qu'il s'agisse de lutter pour l'accès universel au traitement du VIH, de défendre les droits humains, de populariser la prévention ou encore de systématiser le dépistage, AIDES est sur tous les fronts du combat contre l'épidémie du sida et des hépatites.

Dès la fin des années 80, AIDES a pris la mesure de la dimension mondialisée de l'épidémie et a rapidement porté le combat au-delà de nos frontières. Aujourd'hui, l'association mène de nombreux projets à l'international : plaidoyer pour un meilleur financement de la lutte contre le sida et les hépatites, appui aux associations partenaires en Afrique, dans la zone Caraïbes et en Europe, participation à des projets internationaux de recherche communautaire...

LA PLATEFORME EUROPE, UNE DYNAMIQUE DE LUTTE À L'ÉCHELLE DU CONTINENT

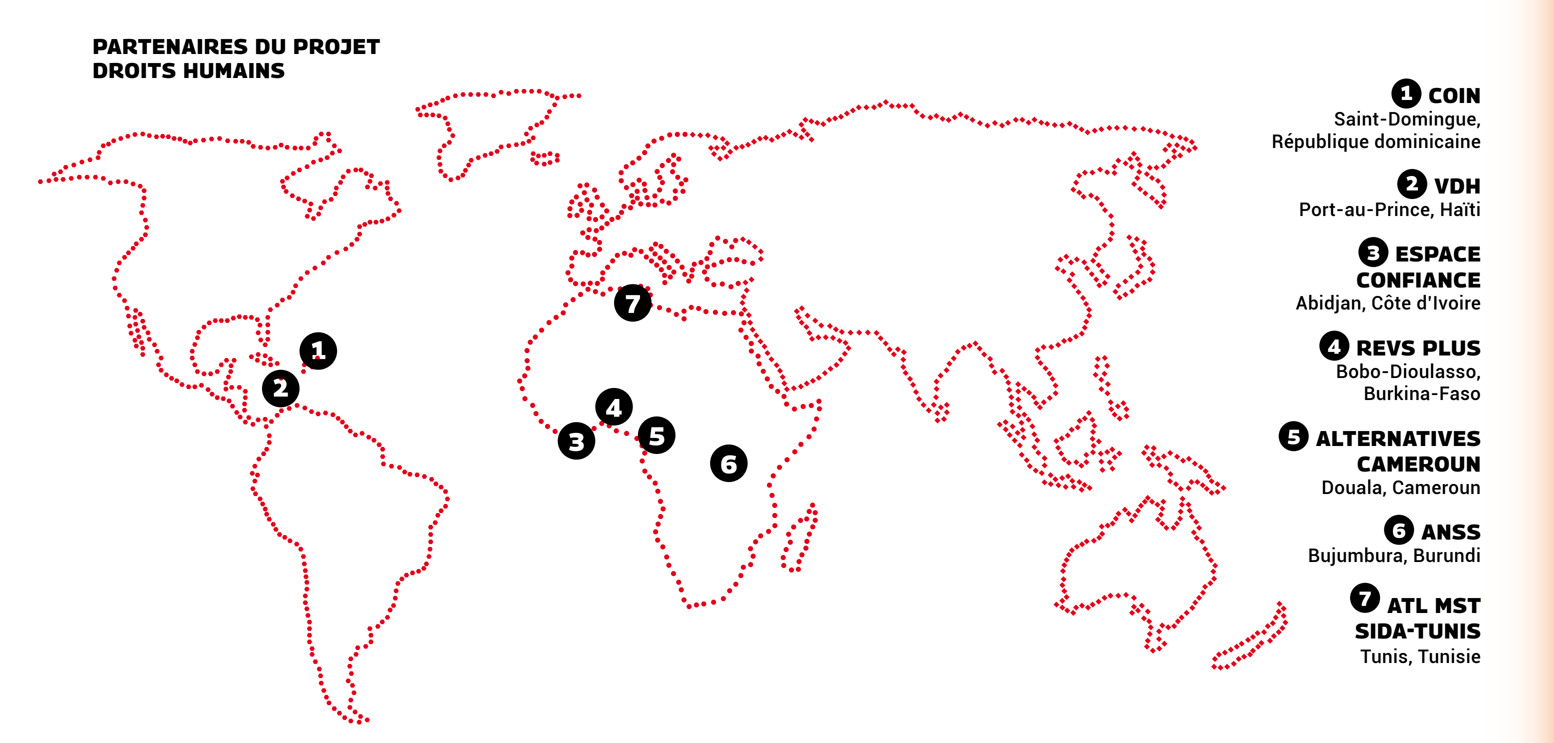
Avec environ 140 000 découvertes de séropositivité par an en Europe, le VIH/sida constitue toujours un problème majeur de santé publique. C'est ce constat qui a conduit plusieurs associations – AIDES (France), ARAS (Roumanie), GAT (Portugal) et le Groupe Sida Genève (Suisse), toutes membres de Coalition PLUS (cf. l'encadré page 35) – à créer en 2014 la plateforme Europe. Coordonnée et financée par AIDES, elle mène des actions à l'échelle européenne, multiplie les liens multilatéraux et bilatéraux entre les membres, afin de partager les pratiques, les expériences et le portage de positions communes.

Pour exemple, AIDES et ses partenaires européens ont dévoilé à la conférence scientifique IAS Paris 2017 les premiers résultats de l'enquête « Flash ! Prep in Europe », menée en 2016 dans 12 pays européens. Il s'agit de la plus grande enquête européenne jamais réalisée sur la connaissance, l'intérêt et l'utilisation de la Prep. Cette présentation révèle les principaux freins, individuels et structurels, dans l'accès à ce nouvel outil de prévention du VIH. Et plaide pour une harmonisation de l'accès à la Prep **sur tout le continent.**

Le prix des médicaments étant une des thématiques prioritaires de cette plateforme, elle a monté un projet portant sur l'accès universel aux traitements et à l'innovation thérapeutique. La plateforme plaide également pour une réforme en profondeur du mécanisme de fixation des prix des médicaments en Europe, afin d'inverser le rapport de force, aujourd'hui clairement favorable à l'industrie pharmaceutique. Une approche qui a permis de dégager des pistes de mobilisations communes pour 2018.
Un important travail de plaidoyer en faveur d'une réforme des politiques des drogues en Europe qui privilégierait la réduction des risques plutôt que la pénalisation a également été mené, notamment auprès de la Commission européenne et dans le cadre du forum de la société civile sur le VIH, les hépatites et la tuberculose.

Courant 2018, la plateforme Europe entend poursuivre ses efforts d'implantation et de visibilité. Le renouvellement du Forum de la société civile sur la drogue devrait lui permettre de faire à nouveau entendre ses positions auprès de la Commission européenne et d'influer sur les autres acteurs-rices de la société civile.





LE PROJET « DROITS HUMAINS » EN AFRIQUE ET DANS LES CARAÏBES

Initié en 2014 par AIDES et cofinancé par l'Agence française de développement (AFD), ce projet se déploie dans cinq pays africains (Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Cameroun, Burundi et Tunisie) et deux pays caribéens (Haïti et République dominicaine). Il a pour objectifs de renforcer, en Afrique et aux Caraïbes, les capacités de la société civile à défendre les droits humains des populations les plus vulnérables au VIH/sida. Sept associations sont parties prenantes de ce projet : Revs Plus (Burkina-Faso), Espace Confiance (Côte d'Ivoire), Alternatives Cameroun (Cameroun), ANSS (Burundi), ATL MST sida-Tunis (Tunisie), VDH (Haïti) et COIN (République dominicaine). En 2017, le projet a notamment permis d'embaucher un-e chargé-e de plaidoyer dans chacun des pays précédemment cités, afin d'accroître un peu plus l'influence des associations sur les institutions et les législations desdits pays.

1 536 *acteurs-rices clés formés-es et sensibilisés-es*

1 116 *personnes issues des populations clés de l'épidémie informées sur leurs droits*

Ce projet a d'ores et déjà donné des résultats très concrets : par exemple, la sensibilisation des journalistes et patrons de presse en Haïti a permis de réduire considérablement le nombre d'articles ou de reportages anti-gays, y compris pendant les débats houleux autour d'une proposition de loi ouvertement homophobe de sénateurs haïtiens. Un an plus tard, l'association partenaire Volontariat pour le développement de Haïti (VDH) n'a plus recensé aucun article homophobe. Mieux, la plupart des journalistes ont jugé cette proposition de loi dangereuse et inutile, et celle-ci n'a finalement pas été votée par la chambre des députés-es.

LES PROJETS INTERNATIONAUX DANS LES CARAÏBES

L'année 2017 a été marquée par le développement de plusieurs projets internationaux dans la région Caraïbes, en étroite collaboration avec les territoires d'action de AIDES.

- **« Prévention du VIH/sida et accès aux soins auprès des populations frontalières de Guyane et du Suriname ».** Ce projet en partenariat avec



AIDES, membre de Coalition PLUS, un acteur majeur sur la scène internationale

Coalition PLUS a été créée en 2008 à l'initiative de quatre associations de lutte contre le VIH/sida – AIDES (France), ALCS (Maroc), Arcad-sida (Mali), Cocq-sida (Québec) – et a rapidement été rejointe par d'autres associations. Coalition PLUS répond à la nécessité de mettre en commun les savoir-faire, et d'impliquer les communautés les plus vulnérables dans sa gouvernance et ses programmes. Cette union d'associations de personnes touchées a toujours eu pour ambition de devenir une entité internationale de référence, assez forte pour infléchir la courbe de l'épidémie mondiale. Elle intervient aujourd'hui dans plus de 35 pays et aux côtés de 60 associations membres ou partenaires.
Toutes les associations adhérentes partagent les mêmes valeurs et les mêmes objectifs : l'accès universel aux soins, aux traitements et à la prévention, la lutte contre la stigmatisation et la criminalisation des personnes séropositives, la défense des droits des populations les plus exposées au risque d'infection (migrants-es, HSH, travailleurs-ses du sexe, usagers-es de drogues). Et les résultats sont au rendez-vous : en 2017, Coalition PLUS a notamment initié l'introduction de la Prep en Afrique de l'Ouest, avec le concours d'accompagnateurs-rices communautaires. Elle œuvre de façon continue à la mobilisation et à la formation d'acteurs-rices de la lutte contre le sida sur trois continents. La publication par Coalition PLUS d'un guide intitulé *Devenir récipiendaire principal du Fonds mondial* fut également d'une aide précieuse pour permettre aux associations partenaires d'être éligibles aux programmes de financements du Fonds mondial. Un outil capital pour réduire le lien de dépendance entre ces associations et les pouvoirs publics des pays concernés.

la Croix-Rouge, cofinancé par l'AFD et AIDES, a démarré en 2017 et se déroulera jusqu'en 2019. L'objectif est de mettre en place, dans les villes surinamaises d'Albina et de Moengo, le même dispositif de prévention, de dépistage et d'accès aux soins que celui développé par AIDES côté guyanais. En 2017, les équipes du projet ont été recrutées, les actions communes avec la Croix-Rouge planifiées, les volontaires identifiés-es et les premières formations réalisées.

- **« Amélioration de la performance du dépistage du VIH en Haïti ».** Ce projet – porté par l'association VDH, en consortium avec trois associations haïtiennes (POZ, Kouraj, PHETP) et AIDES – se poursuit avec la mise en place d'un dispositif de dépistage communautaire auprès des HSH et des travailleurs-es du sexe. Financé par Expertise France, il se déroule sur une période de trois ans et se termine en 2018. En 2017, AIDES a formé 70 dépisteurs-ses (dont 10 formateurs-rices issus-es des associations partenaires) et a aidé VDH à élaborer un guide qui traite du dépistage. De plus, un volet recherche (porté par AIDES) vise à évaluer l'efficacité du programme et à identifier des pistes éventuelles d'amélioration.

3 838
Trod réalisés

- **Les actions transfrontalières de prévention du VIH se poursuivent entre Saint-Martin, Sint Maarten et Anguilla.** Depuis l'installation de AIDES à Saint-Martin, un partenariat a été noué avec l'association Aids Foundation, basée du côté hollandais de l'île (Sint Maarten), lequel se concrétise à travers une campagne commune contre les discriminations, un échange d'expériences et des actions conjointes autour du dépistage communautaire. À Anguilla, île britannique proche de Saint-Martin, des rencontres entre les pouvoirs publics de l'île et l'association locale Acan (Anguilla Community Action Network) ont permis d'identifier les besoins de ce territoire : augmentation du nombre de dépisteurs-ses, renforcement des capacités d'intervention auprès des publics les plus isolés, appui à Acan dans la mise en place de projets de prévention et promotion de son savoir-faire auprès des autorités de l'île, afin qu'elle soit reconnue comme association communautaire de référence dans la lutte contre le VIH.

PARTAGER NOTRE SAVOIR-FAIRE

—

Partager notre savoir profane et renforcer les capacités d'autres associations de lutte contre le sida en France et en Afrique est depuis toujours dans l'ADN de AIDES. Nous avons ainsi très rapidement initié des partenariats pour partager notre savoir-faire mais aussi acquérir de nouvelles compétences en matière de prévention, plaidoyer, soutien ou recherche. En 2017, nous avons poursuivi notre engagement auprès d'associations partenaires comme les Petits Bonheurs et l'association belge ExAequo. Nous avons également renouvelé notre soutien au centre de santé le 190. Enfin, en tant qu'organisme certifié de formation, nous avons formé près de 700 acteurs-rices de la prévention et du soin issus-es d'autres organisations, sur la réduction des risques et la pratique du dépistage rapide VIH/VHC.

LES PETITS BONHEURS : UN SOUTIEN PRÉCIEUX AUX PERSONNES SÉROPOSITIVES ISOLÉES

Fondée en 2008, Les Petits Bonheurs est une association d'Île-de-France qui accompagne et soutient les personnes séropositives ou malades du sida, en situation de précarité sociale, économique ou affective. Organisation de moments de convivialité, visites hospitalières ou à domicile, sorties culturelles, l'association met au cœur de ses priorités le bien-être et le ressourcement des personnes.

Membre du conseil d'administration des Petits Bonheurs depuis de nombreuses années, AIDES a accompagné l'association en 2017 dans la redéfinition et la structuration de son projet associatif, de façon à lui permettre de capter de nouveaux financements nécessaires au développement de nouveaux projets : échanges sur la méthodologie, travail d'identification des éléments qualitatifs, développement d'outils de recueil de données.

S'investir dans Les Petits Bonheurs est une façon pour AIDES de prolonger son action en faveur de la qualité de vie des personnes séropositives.



EXÆQUO : FRANCE-BELGIQUE, DES PROBLÉMATIQUES COMMUNES, UN PARTENARIAT QUI FAIT SENS

ExAequo, association belge implantée à Bruxelles et en Wallonie, agit au quotidien pour réduire le nombre de nouvelles infections au VIH et aux infections sexuellement transmissibles chez les HSH. Pour impulser une nouvelle dynamique à cette lutte dans le nord de la France et en Belgique francophone, AIDES et ExAequo se sont rapprochées. Dans le cadre de ce partenariat, AIDES accompagne l'association belge en lui apportant un soutien technique et financier. Elle l'aide notamment à mettre en place sa stratégie de recherche de fonds et partage avec elle son expertise en matière de formation des nouveaux-elles militants-es. En 2017, nous avons également mené un travail de fond avec ExAequo sur le recueil des données issues des actions de terrain, sur le modèle de ce qui est pratiqué à AIDES. Ce recueil de données permettra de mieux évaluer l'impact de leur action et de nourrir leur plaidoyer local.

AIDES SOUTIENT LE 190, CENTRE HISTORIQUE DE SANTÉ SEXUELLE

Le 190 est un centre de santé sexuelle historique à Paris, le premier à avoir proposé une approche globale en santé dispensée par une équipe médicale et paramédicale expérimentée en santé sexuelle. Elle est composée de spécialistes pluridisciplinaires : infectiologues, dermatologues, sexologues, addictologues, etc. En tant que Ceggid, le 190 propose aussi des consultations Prep. Il s'adresse en particulier à toutes les

personnes dont l'identité, l'orientation et les pratiques sexuelles génèrent parfois de la stigmatisation dans le système de santé.
Le 190 ayant rencontré d'importantes difficultés financières en 2015, AIDES a décidé de tout mettre en œuvre pour préserver cette offre indispensable et unique dans la région la plus touchée de France. Nous leur apportons depuis un important soutien logistique et technique notamment en les hébergeant dans un local de l'association et en assurant sa gestion administrative et financière.
Parfaitement en ligne avec les objectifs de AIDES, cette implication a donné lieu à une convention de partenariat entre les deux structures symbolisée par la présence de deux administrateurs de AIDES au conseil d'administration du 190. Il est capital de maintenir de tels lieux de santé communautaires où les activités de dépistage et de dispensation de la Prep sont en plein développement.

LA FORMATION EXTERNE DISPENSÉE PAR AIDES

Depuis 2012, AIDES s'est dotée d'un pôle Conseil et formation externe (CFE) dont la mission est de partager son expérience de terrain pour :

- promouvoir la plus-value de l'approche communautaire ;
- contribuer à développer des stratégies innovantes de lutte contre le VIH/sida et les hépatites ;
- renforcer le travail intersectoriel pour susciter des politiques publiques dont l'impact sur la santé serait favorable ;
- réduire *in fine* les inégalités de santé.

Ces formations s'adressent à tous les intervenants-es du champ de la prévention, du soin et de la réduction des risques : des Caarud, des Csapa [5], des Ireps [6], des Corevih [7], des centres de soins et de services à domicile ou des associations. Elles couvrent diverses thématiques, notamment la démarche qualité en promotion de la santé, les bases du *counseling* et de l'entretien motivationnel, le genre au cœur de la promotion de la santé, la santé communautaire, la réduction des risques et l'utilisation des dépistages rapides VIH/VHC, l'accompagnement et l'éducation aux risques liés à l'injection (Aerli).

53 sessions de formations

673 personnes formées

5 Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie

6 Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé

7 Comité de la coordination régionale de la lutte contre les infections sexuellement transmissibles et le VIH





RAPPORT D'ACTIVITÉ

Tour Essor
14, rue Scandicci
93508 Pantin cedex

www.aides.org
www.seronet.info

facebook.com/aides
twitter : @assoAIDES
instagram : @assoaides



WWW.AIDES.ORG